

Pour un euro solidaire et stratégique

par Pierre Defraigne

*Directeur exécutif du Centre Madariaga- Collège
d'Europe*

*Directeur Général honoraire à la Commission
européenne*

A quoi sert l'euro ? Il a révolutionné la vie de centaines de millions d'européens en facilitant les échanges et la mobilité dans l'eurozone et dans les pays affiliés. Vive l'euro donc !

Mais la facilitation des transactions n'est qu'une des fonctions de la monnaie. L'euro devrait en assumer deux autres : celle d'outil de politique économique et celle de monnaie de réserve, ce qu'il ne fait que très peu et très mal. L'euro tel qu'il a été conçu, interdit à l'Europe de rivaliser à égalité avec les Etats-Unis et la Chine et il délite la solidarité en

Europe. Une très grande majorité d'économistes¹, FMI et BCE compris, relèvent aujourd'hui la médiocre performance de l'euro en termes de croissance, de convergence et de lutte contre les inégalités. Il faut donc réformer l'euro pour en faire le pendant de la défense dans une Europe en marche vers son autonomie stratégique.

Car, un véritable euro avec non seulement une banque centrale européenne, mais avec un budget financé par un impôt européen et par l'emprunt qui couvrirait la défense, la recherche, les grandes infrastructures technologiques et la décarbonation de l'énergie, pourrait en effet réaliser trois objectifs d'importance vitale pour les Européens: relever le taux de croissance et donc la création d'emplois; aider au rattrapage des Etats moins avancés de manière à assurer une certaine convergence des niveaux de productivité et des niveaux de vie en Europe ; réduire les inégalités en accroissant les moyens mis à la disposition des Etats

¹ Stefano Micossi 'Thirty years of Single market' CEPS 2016; IMF working paper January 2018; 'coming together or drifting apart'; ECB N°203 December 2017 'real convergence within the eurozone'

pour les combattre par l'éradication de la concurrence fiscale et du dumping social.

Mais l'euro pourrait aussi s'imposer comme monnaie internationale de l'Europe et disputer au dollar son statut de monnaie de réserve du monde. Une monnaie de réserve forte suppose une économie forte, une société stable et une certaine autonomie stratégique. Ce sont là les ambitions que l'Europe doit s'assigner. Mais elle devrait aussi disposer d'instruments financiers attractifs à l'instar de bons du Trésor américain. Si les pays de l'eurozone mutualisaient leurs dettes souveraines, et les convertissaient en euro-obligations gagées sur un budget européen financé par un impôt propre, l'euro deviendrait un formidable outil financier pour mobiliser l'épargne européenne et mondiale pour la modernisation technologique, écologique et stratégique du continent.

Jusqu'ici, l'eurozone n'a pas eu cette double ambition. Elle s'est avant tout souciee de survivre malgré ses faiblesses structurelles, tout en servant

les intérêts d'un groupe de pays , l'Allemagne et ses voisins du Nord, grands pays exportateurs qui tirent le maximum de bénéfices de l'euro sans contribuer en retour, sinon de façon marginale, à la solidarité. Le talon d'Achille de l'Europe est là : un euro orphelin - sans gouvernement- et bancal -sans budget, sous la tutelle d'une Allemagne, le nez dans le guidon du mercantilisme.

D'aucuns pourtant voient dans l'eurozone le noyau d'une Europe à deux ou trois vitesses. C'est une illusion : l'eurozone est trop hétérogène : les Pays baltes et la Slovaquie y côtoient la puissante Allemagne, mais sans mécanisme de solidarité entre eux, comme il en existe un entre la Californie et le Nevada. S'agissant de la défense, l'eurozone associe des Etats neutres – l'Autriche, la Finlande et l'Irlande- et des membres de l'OTAN. Elle n'a pas de vocation stratégique.

Mais surtout les Etats de l'eurozone sont profondément divisés sur les réformes à apporter au point que celles qui sont envisagées, le sont à

Traités constants. Pas question de risquer un échec à un referendum de ratification.

Emmanuel Macron, à partir de son discours magistral de la Sorbonne, avait esquissé un schéma modeste, mais porteur : un budget, un impôt et un ministre de l'eurozone contrôlé par le Parlement. La Commission n'a pas risqué le budget propre, mais une ligne eurozone dans le budget de l'UE-28 pour soutenir des investissements technologiques. Elle se refuse par ailleurs à une Europe à deux vitesses. L'Allemagne propose la conversion du MES en FME – un progrès cosmétique- et envisage d'encourager les pays surendettés, chacun par devers soi, à restructurer leurs dettes, sans solidarité bien entendu.

'Un Ministre des Finances allemand est un Ministre des Finances allemand, indépendamment de son affiliation politique' a mâlement affirmé en mars dernier au Bundestag le SPD Olaf Scholz,

successeur du Dr Schauble dans cette fonction. Fermez le ban. La messe est dite. Le SPD, pas plus que la CDU/CSU, n'est disposé à embrayer sur les réformes avancées par Macron. Un groupe de huit Etats du Nord emmenés par les Pays-Bas s'est empressé de bétonner la position allemande en plaidant pour l'orthodoxie et l'austérité comme remédiation au surendettement souverain.

La route vers l'Europe politique se divise donc à nouveau en une fourche : statu quo dissimulé sous des 'petits pas' ou ouverture d'un débat citoyen sur une véritable re-fondation de l'Europe. Celle-ci comporterait le changement des traités, notamment pour éliminer l'unanimité et le veto, clés de l'intergouvernemental et facteur d'impuissance.

Il faut s'en faire une raison. Le monde change, avec le climat, les migrations, l'instabilité aux frontières de l'Europe, la montée en puissance de la Chine et le déclin relatif concomitant de l'Amérique ; avec aussi le gigantisme technologique et financier des

GAFA et autres majors du pétrole ou du gaz et de l'agro-alimentaire qui mettent les Etats en concurrence.

C'est donc une communauté de destin entre tous les Européens face aux changements du monde, qu'il faut mettre en perspective pour re-fonder l'Europe . Car il n'y aura pas de réforme véritable de l'euro sans une avancée parallèle sur la défense commune. Défense et monnaie sont les deux biens communs indissociables d'une Europe continentale et stratégique.